



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

**ARRÊTÉ du 22 juillet 2022**  
**portant prescriptions complémentaires à la société SCHILLIGER BOIS**  
**pour l'exploitation de ses installations situées Zone Industrielle et Portuaire**  
**Rue du Port-Rhénan à Volgelsheim**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles R.181-45, L.515-28 à L.515-31, R.515-58 à R.515-84 ;
- VU les actes administratifs autorisant et réglementant l'exploitation des installations classées de la société SCHILLIGER BOIS situées ZIP - Rue du Port Rhénan à Volgelsheim, dont, notamment, l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juillet 2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation ;
- VU la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la Commission du 22 juin 2020 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques;
- VU le dossier de réexamen et le rapport de base transmis par la société SCHILLIGER BOIS pour son site de Volgelsheim le 30 novembre 2015 ;
- VU le rapport en date du 16 mai 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées établi suite à l'instruction du dossier de réexamen et du rapport de base susvisés ;

CONSIDERANT que les investigations menées dans le cadre de l'élaboration du rapport de base susvisé ont mis en évidence une teneur en tébuconazole supérieure à la limite de quantification dans un échantillon de sol au droit du site à proximité du bain de traitement du bois ;

CONSIDERANT que le tébuconazole est une substance dangereuse de type fongicide présente dans un des produits de traitement du bois mis en œuvre sur le site, et que, de ce fait et un suivi de la teneur de cette substance doit être réalisé lors de la surveillance périodique de la qualité des eaux souterraines prescrite par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2013 susvisé ;

CONSIDERANT les dispositions de l'article R.515-60 du code de l'environnement qui prévoient au paragraphe f) que l'arrêté d'autorisation définit une surveillance périodique du sol dont la fréquence est d'au moins tous les dix ans pour les substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R.515-59 ;

CONSIDERANT que les dispositions des arrêtés préfectoraux réglementant le site doivent être mises en conformité avec les dispositions des articles R.515-58 à R.515-84 susvisés du code de l'environnement, et que, de ce fait, il y a lieu de fixer, en application de l'article R.181-45 susvisé du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires afin de renforcer la surveillance des sols et des eaux souterraines ;

APRÈS communication à la société SCHILLIGER BOIS du projet d'arrêté ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture du département :

## **ARRETE**

### Article 1<sup>er</sup>

La société SCHILLIGER BOIS, dont le siège solcial est situé Zone Industrielle et Portuaire, rue du Port-Rhénan à Volgelsheim (68600), autorisée à exploiter une installation de traitement chimique du bois située à la même adresse, est tenue de respecter, les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son installation.

### Article 2

Les dispositions de l'article 4.2.1. de l'arrêté préfectoral susvisé n°2013-197-007 du 13 juillet 2013, relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

*« Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère concerné pour les paramètres considérés.*

*Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.*

*L'exploitant procède à la surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes :*

Paramètre		Point de prélèvement	Fréquence d'analyse
Nom	Code SANDRE		
Propiconazole	1257	Pz1 Pz2 Puits 2	- Période basses eaux
Permethrine	1523		- Période de hautes eaux
Tébuconazole	1694		

*Le programme de surveillance est adapté aux enjeux de vulnérabilité de la nappe et au comportement des substances dangereuses pertinentes.*

*En cas de changement de produit de traitement, l'exploitant intégrera dans les paramètres à surveiller la ou les nouvelles substances actives. »*

### Article 3

Le premier paragraphe de l'article 4.2.3. de l'arrêté préfectoral susvisé n°2013-197-007 du 13 juillet 2013, relatif à l'analyse et la transmission des résultats, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

*« L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées en application de l'article 4.2. du présent arrêté, accompagnés de commentaires, au plus tard dans le mois suivant leur réception. »*

### Article 4

L'article 4.2. de l'arrêté préfectoral susvisé n°2013-197-007 du 13 juillet 2013 est complété par les dispositions suivantes :

#### **« Article 4.2.4. - Surveillance des sols**

*L'exploitant transmet au Préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un programme d'investigations pour la surveillance des sols au droit de ses installations, précisant la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus.*

*Ce programme est basé sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site établie dans le rapport de base susvisé remis le 30 novembre 2015.*

*Ce programme prend en compte les événements survenus sur les installations depuis le dernier rapport de base, ayant pu entraîner une pollution du sol.*

*La mise en œuvre du programme de surveillance des sols est réalisée au moins tous les dix ans.*

*Compte tenu de la date de réalisation de la dernière campagne de surveillance des sols pour l'élaboration du rapport de base susvisé remis le 30 novembre 2015, la **prochaine campagne d'investigations pour la surveillance des sols est réalisée au plus tard en mai 2025** selon le programme défini au présent article. »*

### Article 5 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 :

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;  
2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télé recours citoyen accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 7 :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Volgelsheim pour y être consultée.

Un extrait de ce même arrêté est affiché dans ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement, chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Volgelsheim, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société SCHILLIGER BOIS.

Fait à Colmar, le 22 juillet 2022

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général par intérim

**SIGNÉ**

Alain CHARRIER